

Une géohistoire des catastrophes rumorogènes au Cameroun : les éruptions limniques de Njindoun et Nyos, 1984-1986

A geohistory of rumorogenic catastrophes in Cameroon: Limnic eruptions of Njindoun and Nyos, 1984-1986

Brice Molo



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/12993>

ISSN : 1960-601X

Éditeur

Association des amis de la Revue de géographie de Lyon

Référence électronique

Brice Molo, « Une géohistoire des catastrophes rumorogènes au Cameroun : les éruptions limniques de Njindoun et Nyos, 1984-1986 », *Géocarrefour* [En ligne], 93/2 | 2019, mis en ligne le 19 décembre 2019, consulté le 30 décembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/12993>

Ce document a été généré automatiquement le 30 décembre 2019.

© Géocarrefour

Une géohistoire des catastrophes rumorogènes au Cameroun : les éruptions limniques de Njindoun et Nyos, 1984-1986

A geohistory of rumorogenic catastrophes in Cameroon: Limnic eruptions of Njindoun and Nyos, 1984-1986

Brice Molo

Introduction

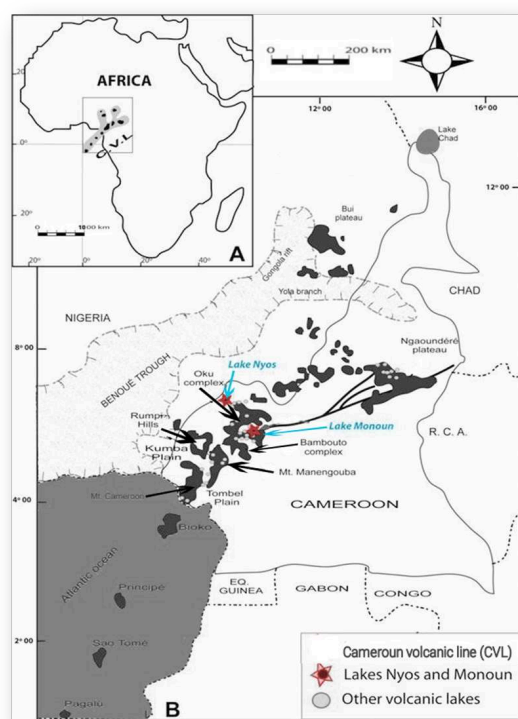
- 1 Les lacs Monoun et Nyos sont situés respectivement à l'ouest et au nord-ouest du Cameroun, Afrique centrale. Le lac Nyos est localisé à une centaine de kilomètres au nord ouest de Njindoun, village où se trouve « le lac Monoun (Orstom, 1968a ; Orstom, 1968b). Ces deux lacs se trouvent sur la « ligne volcanique du Cameroun » (voir la figure n° 1), qui regroupe de nombreux volcans éteints mais dont le Mont (Mt) Cameroun reste le principal risque naturel du fait de son activité constante (6 à 8 éruptions par siècle ; Molo, 2018a). Cette région à risque, bien qu'ayant fait l'objet d'alertes antérieures, restait fortement peuplée au début de la décennie 1980 à cause de ses relief et climat propices à l'agriculture (Belinga et Njilah, 2001). Cependant, « deux événements exceptionnels vinrent atténuer cette forte tendance démographique et révéler au monde l'existence d'un aléa inconnu, invisible et « nouveau » : les « éruptions limniques » des lacs Monoun et Nyos en 1984 et 1986 respectivement, qui leur ont valu la sombre réputation de « killer lakes » (Halbwachs et al., 2004 ; Krajick, 2003). Face à ces événements qui n'avaient jamais été analysés avant leur occurrence au Cameroun, l'absence d'études pouvant les rendre intelligibles conjuguée à un contexte historique particulier, créèrent de l'anxiété qui s'est alors extériorisée par la propagation des rumeurs, dont certaines traduisaient une dissimilitude de perception et d'interprétation de l'évènement entre les groupes sociaux. Ces interprétations sont

le produit de filtres et biais sociaux différents (Douglas, 1986) et apparaissent ainsi comme une mobilisation des ressources intellectuelles du corps social face à un évènement ambigu, pour parvenir à une lecture collective satisfaisante de la réalité (Shibutani, 1966).

- 2 « L'étude des rumeurs revête toujours un aspect spatial et, selon un emprunt qu'on fait de l'expression de Le Lay et Rivière-Honegger (2009), elle apparaît comme un « révélateur territorial » ; dans le sens où la rumeur naît dans un milieu social, se propage dans des espaces où elle subit des modifications qui traduisent les interactions au sein de ces territoires. Une sociologie des rumeurs au Cameroun permet de constater que de nombreuses « rumeurs à l'état pur », ainsi qualifiées en raison de l'absence de faits tangibles les corroborant (Morin, 1969), se répandent de manière endémique chaque jour dans ce pays : disparition des sexes, décès de célébrités, catastrophes imaginaires etc. (Engueleguele, 1998 ; De Gaulle, 2006 ; Molo, 2018c). Ces rumeurs à l'état pur entretiennent un rapport assez particulier avec les espaces : les individus proches des zones où elles naissent arrêtent de les diffuser plus tôt que ceux qui en sont éloignés, car le démenti parvient plus rapidement aux premiers. En revanche, pour les rumeurs nées d'évènements sensibles, c'est le phénomène inverse qui se produit. En effet, les individus proches de la zone d'impact entretiennent les imaginaires rumoraux, car chaque nouvel indice en rapport avec l'évènement déclenchant la rumeur, alimente un nouveau bruit ou engendre de nouveaux récits. L'on peut également rechercher la cause de ce phénomène dans le rapport au temps, les individus proches du lieu de naissance de la rumeur ayant tendance à moins vite oublier l'évènement qui l'a déclenchée, que ceux qui n'en portent pas les stigmates du fait de leur éloignement de la zone d'impact. Pendant que la zone marginale qui est moins en contact avec la réalité de l'évènement, abandonne vite certains récits sous le poids de l'oubli.
- 3 Les rumeurs de Njindoun et Nyos peuvent être différenciées de celles dites à l'état pur, car elles sont nées d'évènements environnementaux et ne sont compréhensibles qu'en référence aux éruptions limniques « qui ont provoqué leur naissance » (Kovacs, 1998, p. 37). On ne peut donc les comprendre sans analyser les évènements et crises qui les ont suscitées. Cela revient également à considérer la rumeur comme « une réaction symptomatique du groupe à une situation de crise » (Aldrin, 2005), qui ne peut s'étudier ici que de manière rétrospective, en s'attardant sur les circonstances qui l'ont produite, le contexte spatio-temporel de son éclosion et les processus de transformation qu'elle a suivis dans l'espace et dans le temps (Kapferer, 1987) ; en résumé, sous le prisme de la géohistoire.
- 4 Le néologisme braudélien « géohistoire » a fait sa propre histoire et s'est élargi au milieu de la décennie 2000. Braudel lui-même n'en limitait pas la portée en précisant une méthode spécifique, or il y'a comme une tendance des géographes à vouloir réduire la géohistoire à une étude des paysages dans la longue durée (Jacob-Rousseau, 2009). Sortir de cette approche, c'est reconnaître que la notion a encore besoin d'être théorisée et qu'on y mette du contenu. Elle renvoie donc ici à un décloisonnement entre méthodes historique et géographique, en étudiant les phénomènes environnementaux dans leur « succession » qui consiste à les situer « rationnellement dans le temps » et leur « répartition », qui renvoie à leur situation dans l'espace (Demangeon, 1907). Faire de la géohistoire de ces catastrophes revient ainsi à accorder une importance particulière à « l'expression matérielle de l'interaction entre un sous-

système naturel et un sous-système social » (Valette et Carozza, 2010), à travers la mise en récit de la rencontre entre un aléa comme « problématique environnementale en géographie » (Antoine, 2010, p. 130) et la riposte de sociétés à cet aléa afin de le rendre intelligible (Clavandier, 2004). Pour faire cette inflexion de l'histoire dans les recherches géographiques sur les « risques naturels », cet article fera une synthèse des travaux existants sur ces deux catastrophes. En revanche, si cette littérature scientifique est assez abondante sur les mécanismes de la catastrophe du lac Nyos, elle demeure moins importante pour le lac Monoun et assez rare sur les réactions qu'elles ont toutes les deux suscitées. Pour palier cette insuffisance, l'article ambitionne de faire de ces catastrophes, un « objet d'histoire » (Quenet, 2000), celle des mentalités au sens à la fois de Bloch et Febvre (anthropologie, sociologie et psychologie historiques ; Hulak, 2008). Cela justifie le choix des sources dont la principale, *Cameroon Tribune*, est le quotidien national camerounais et le principal journal ayant couvert l'évènement, qui renseigne sur les réactions et l'opinion publique face à ces catastrophes ; car en définitive, pour comprendre les « représentations sociales de divers phénomènes », les mentalités, les occupations, les préoccupations et les peines d'une société à une époque donnée, il faut lire sa presse (Le Lay et Rivière-Honegger, 2009 ; Biad, 2019).

Figure 1 : Une localisation des lacs Monoun et Nyos sur la carte du Cameroun



SOURCE : Modifié d'Institut de Recherches Géologiques et Minières (IRGM). Carte fournie par l'IRGM

Une reconstitution historique des événements

- 5 Le 23 août 1986, une dépêche du gouverneur de la province du Nord-ouest est diffusée dans la presse locale, annonçant la survenue d'une catastrophe et des morts « étranges » près du lac Nyos deux jours plus tôt (Anonyme, 1986a, p. 3). A partir des

récits des survivants, le film de l'évènement fut constitué. Autour de 21 heures le jeudi 21 août, trois explosions se firent entendre, et précédèrent un vent violent qui apporta avec lui, une odeur « d'œufs pourris pour les uns et d'allumette craquée » pour les autres (Bakoa, 1987a, p. 2) ; l'odeur d'un gaz mortel qui se répandit ensuite, tuant près de 1800 personnes et environ 8000 animaux par asphyxie (Kling et al., 1987 ; Kusakabe et al., 1989, PNE, 1996, p. 4). Les victimes furent recensées sur un rayon de 20 kilomètres (Hell, 2015) et principalement dans les vallées et trois villages avoisinants du lac. A Cam-Nyos, un hameau bâti au pied de la montagne, le bilan fut particulièrement lourd, atteignant les 1300 morts ; à Subum, on en dénombra 300 et plus de 200 à Cha (Bakoa, 1987a). Les médecins légistes révélaient que les victimes périrent, après l'inhalation d'une quantité importante de gaz (Sigurdsson, 1987a, p. 1) et avaient de graves lésions corporelles, des brûlures sur la peau, des irritations des muqueuses respiratoires, des affections pulmonaires et des paralysies (Morin et Pahai, 1986 ; Wagner et al., 1988) ; ce qui attestait selon les médecins, de la présence de sulfure d'hydrogène dans l'air (Sigurdsson, 1987a). Cet aléa était extrêmement inhabituel, ce qui constituait donc un nouveau type de risque naturel (Sigurdsson, 1987b). Par conséquent, les moyens de prévention n'avaient « jamais été étudiés pour ce genre de phénomène » (Anonyme, 1986a, p. 2) qui n'était pourtant pas à sa première occurrence au Cameroun. Car deux années plus tôt, un phénomène similaire s'était produit dans le village de Njindoun, près de la ville de Foubot.

- 6 A Njindoun, le lac Monoun s'illustra négativement en 1984 après que 37 personnes et des centaines d'animaux fussent retrouvées mortes. La reconstitution de l'évènement faite par Sigurdsson et al. (1987) indique que le 15 août 1984, quelques villageois vivant à Njindoun entendirent une détonation en provenance du lac Monoun, et en avertirent les autorités dès le levée du soleil. Informée de cela, une équipe constituée d'un policier et d'un infirmier décida de se rendre sur le site où elle vit un nuage blanchâtre ressemblant à de la fumée couvrant le sol sur une hauteur d'environ 3 mètres (*ibid.*). Plus ils avançaient, plus le nuage blanchâtre les étourdissait ; ils décidèrent ainsi de quitter le site et d'y revenir quelques heures plus tard, où ils découvrirent des corps sans vie le long de la route qui mène au lac. Dans la presse, *Cameroon Tribune* (CT) en l'occurrence, on lisait le témoignage d'un rescapé affirmant avoir entendu une explosion, suivie du répandage d'un gaz qui anéantit toute vie humaine sur plusieurs kilomètres (Pondi, 1984a, p. 4). Les populations arrivées sur les lieux du sinistre, aperçurent également le nuage blanchâtre autour du lac dont les eaux, d'ordinaire claires, étaient devenues marron (Pondi, 1984b, p. 4). Dans un petit ouvrage rédigé par une équipe de géologues camerounais (Belinga et Njilah, 2001), le seul rescapé d'un groupe de commerçants, probablement les premiers témoins de la catastrophe puisqu'ils se trouvaient sur les lieux à 4 heures du matin, raconte qu'un nuage de gaz s'était déployé devant leur véhicule, l'immobilisant et tuant tous les autres passagers qui se rendaient au marché de Kouoptamou. Le rescapé racontait, consterné :

Quand le car s'est arrêté, j'ai cru que nous étions attaqués par des bandits armés. Immédiatement, je me suis écroulé hors du véhicule et sentais que je suffoquais. A quelques mètres du pont, j'ai senti une certaine fraîcheur qui me permit de courir à Njindoun mettre le chef Ibrahim Njoya au courant de l'attaque dont nous avons été victimes. Il rassemble alors les villageois qui devront encercler les lieux dès que le jour se lèvera. A 61m de nous, un nuage blanc persiste. Soudain, un motocycliste force dans ce nuage et tombe raide mort. Le glas a sonné ! Comme si cela ne suffisait pas, le responsable de la plantation de caféiers au Sud court aussi vers sa mort. Dès

lors, nous sommes convaincus que le nuage blanc est un gaz létal qui a traîné pendant un bon bout de temps. (*ibid.*, p. 58)

- 7 Les victimes avaient des lésions corporelles et des traces de brûlure, alors que leurs vêtements n'affichaient aucune marque de dégradation (Wagner et al., 1988 ; Baxter et al., 1989 ; Kusakabe, 2017). Par ailleurs, la végétation indiquait que les eaux avaient débordé leur lit, pour atteindre les terres avoisinantes à l'est du lac (Sigurdsson et al., 1987).
- 8 Quand survint la catastrophe du lac Nyos, des journalistes et scientifiques purent faire le rapprochement entre ce sinistre et celui de Njindoun dont des détails affichaient une ressemblance troublante entre les deux événements (Hell, 2015). Ainsi, il devenait clair pour tous, que la compréhension de l'aléa de Nyos passait par une étude de celui de Njindoun et une mise en relation des deux événements (Molo, 2018a). Toutefois, il se posait un problème : en 1986, la palette des risques au Cameroun était encore pauvre et basée, en l'absence d'une cartographie précise et actualisée, sur les risques qui s'étaient manifestés dans un passé plus ou moins proche et avaient fait l'objet d'études spécifiques (Molo, 2018a). Les éruptions limniques n'ayant pas encore fait l'objet d'une importante littérature, ne bénéficiaient d'aucune grille de lecture permettant de les comprendre, les expliquer aisément et de manière consensuelle. Ce vide théorique et sémantique (Halbwachs et al., 2004) allait bientôt, d'une part être à l'origine d'incertitudes des scientifiques, et favoriser d'autre part, le recours à des rationalités alternatives aux hypothèses scientifiques par les populations en vue de comprendre l'évènement et lui donner sens.

Des catastrophes exceptionnelles à l'origine d'incertitudes scientifiques

- 9 Suite à la catastrophe de Nyos, de nombreuses missions scientifiques se déployèrent au Cameroun, avec pour missions entre autres, de déterminer la nature et le mécanisme de la catastrophe, diagnostiquer l'éventualité d'un nouvel événement similaire, ce qui permettrait aux autorités camerounaises de procéder au recasement définitif des sinistrés ou de les réinstaller dans leurs villages ; et le cas échéant, étudier les possibilités d'en prévoir éventuellement l'occurrence (Tazieff et al., 1987). De ces équipes, la première à se rendre sur les lieux était celle du géologue Haroun Tazieff, en fin d'année 1986. Après de nombreuses missions (japonaises, américaines, britanniques etc.) au Cameroun cette année-là, deux autres se rendirent sur le territoire en vue de compléter les analyses effectuées au mois d'août 1986 (*ibid.*). La première avait séjourné dans la région de Nyos entre le 26 décembre 1986 et le 8 janvier 1987 et était dirigée par des chercheurs multinationaux, qui révélaient que trois nouvelles explosions s'étaient produites dans la nuit du 30 décembre 1986 vers 20 heures (*ibid.*). Cette équipe avait alors prélevé des eaux du lac Nyos et d'autres lacs voisins, en vue d'une analyse plus approfondie dans des laboratoires occidentaux. La deuxième mission quant à elle, s'étendait du 17 au 27 janvier 1987, et visait le prélèvement d'échantillon des eaux afin de contrôler leur évolution (*ibid.*, p. 59). Si ces missions se sont accordées sur la permanence de la menace, on ne pouvait pas en dire autant sur les origines de l'aléa. Pour y remédier et faire triompher la vérité scientifique, le gouvernement camerounais soutenu par l'UNESCO, décida d'organiser une conférence scientifique sur le lac Nyos à Yaoundé au mois de mars 1987 (Universcience, 2011 ; Molo, 2018a).

- 10 Le principal point de divergence entre les scientifiques était l'origine de la catastrophe ; à cet effet, deux principaux courants s'affrontaient. Le premier courant se regroupait autour de Tazieff et affirmait que l'éruption était d'origine volcanique (Tazieff, 1989 ; Belinga et Njilah, 2001). Pour les partisans de cette hypothèse, le CO₂ avait été impulsé depuis le fond du lac par le magma (éruption phréatique) car, le lac se trouve dans le cratère d'un volcan sur la « ligne volcanique du Cameroun » (Nzekoue, 1987, p. 6 ; Universcience, 2011). Cette hypothèse faisait suite aux observations de la première mission scientifique déployée sur le site sur convocation de Michel Aurillac, ministre français de la coopération (Tazieff et al., 1987). Elle s'appuyait sur des témoignages des rescapés d'Upper-Nyos, un hameau au-dessus du lac, qui insistaient sur la détonation entendue dans la nuit du 21 août. Par ailleurs, les rapports du chef de bataillon Vanni Roger, chargé d'études à l'Etat major du corps des sapeurs-pompiers du Cameroun, révélaient que des bergers perçurent quelques « bruits sourds » en direction du lac où de légères fumées s'élevaient vers le ciel la veille de la catastrophe (*ibid.*, p. 20). Des signes avant-coureurs d'une éruption volcanique, pouvaient déduire les partisans de l'hypothèse volcanologique. Tazieff soutenait à ce propos que « le volcan sous-jacent au lac Nyos a expulsé, au cours d'une éruption phréatique, un nuage de vapeur brûlante avec une forte concentration de CO₂ » (Molo, 2018a, p. 88). D'autre part, les « brûlures » cutanées constatées chez les victimes, étaient selon les alliés de Tazieff, la preuve que le gaz était à haute température et contenait des composants acides et corrosifs, tels que le SO₂ (à l'origine de l'acide sulfurique) et le HCl (chlorure d'hydrogène), généralement contenus dans les roches volcaniques à haute température (Baxter et al., 1989 ; Kusakabe, 2017). Il est important de noter que des blocs de magma solidifiés sont visibles dans la région jusqu'à ce jour, preuve que la région a connu des éruptions volcaniques par le passé (Hell, 2015).
- 11 Pour le deuxième courant, la catastrophe était d'origine limnologique. Ses défenseurs estimaient qu'elle était causée par une libération brutale de CO₂ accumulé sous le lac au cours de nombreuses années, mais retenu en profondeur par les eaux (Kling et al., 1987 ; Kusakabe et al., 1989 ; Kusakabe, 2017). Cette hypothèse s'appuyait sur un ensemble de relevés et d'observations faits sur les lacs voisins, dont Monoun, qui montraient que les lacs (39 au total, Kling, 1988) de la ligne du Cameroun contenant du gaz sont « thermiquement stratifiés », ce qui favorise l'accumulation de gaz en profondeur (Belinga et Njilah, 2001). Seulement, les défenseurs de l'hypothèse limnologique, s'ils partageaient un postulat initial commun, n'étaient pas tous d'accord sur l'origine et le mécanisme d'expulsion du gaz depuis le fond du lac. A cet effet, plusieurs groupes distincts se formèrent. Le premier regroupant majoritairement des Américains et Islandais, attribuait la genèse du phénomène à un « détonateur interne ou externe » (Jumpan-Yakam, 2015) qui aurait perturbé l'équilibre des eaux faisant ainsi jaillir du gaz de manière spontanée (*ibid.*). Le deuxième groupe avait pour leader Boutrais et envisageait une origine organique (gaz de fermentation) à l'aléa des lacs Nyos et Monoun (Tazieff et al., 1987, p. 21 ; Wagner et al., 1988). Le troisième groupe soutenant l'hypothèse limnologique soupçonnait un « renversement » des eaux du lac causé par un refroidissement par les pluies, des eaux superficielles qui dès lors rendues plus denses, seraient descendues laissant les eaux chaudes remonter à la surface et déversant une quantité importante de CO₂ dans les airs (*ibid.*). Enfin pour le quatrième groupe de cette hypothèse limnologique, le CO₂ était dissout dans le manteau de l'écorce terrestre puis se mélangeait à l'eau et au CO₂ dissocié depuis le fond du lac. Puis, le mélange CO₂ et eau « bouscule [d'où la violente détonation] le CO₂ exsolvé qui

constitue la couche supérieure » ; le tout est ainsi rejeté à la surface causant des morts (Kusakabe et al., 1989 ; Belinga et Njilah, 2001, p. 71).

- 12 Ces hypothèses ont été approfondies et de nombreuses autres manifestations scientifiques ont permis de réduire les points de divergence entre chercheurs et parvenir à des interprétations plus consensuelles, malgré la persistance de subtiles contestations des partisans de l'hypothèse de Tazieff (France 5, 2012). L'hypothèse la plus partagée de nos jours, estime que le gaz provient du magma, s'échappe par des « cheminées souterraines » et remonte jusqu'au fond du lac où il se dissout au contact des eaux profondes, puis s'accumule (France 5, 2012 ; Tchindjang, 2013 ; Hell, 2015). Ce gaz est maintenu de force en profondeur par le poids des différentes couches d'eau supérieures du lac (stratification) qui constituent ainsi, comme « un bouchon de champagne », un socle qui maintient le gaz en profondeur sur des centaines d'années (Universcience, 2011 ; France 5, 2012 ; Kusakabe, 2017). Or la rupture de ce « bouchon » libère du gaz dissous qui une fois à la surface, constitue un nuage qui se répand vers les vallées et les bas-fonds à cause de son poids plus lourd que l'air, et prive ainsi les populations d'oxygène (Kling, 1988 ; Belinga et Njilah, 2001 ; Halbwachs et al., 2004 ; Hell, 2015). A Nyos, la rupture du « bouchon » aurait eu pour cause, l'effondrement des roches de la falaise qui entoure le lac et constitue une sorte de barrage naturel (Tchindjang et Njilah, 1999 ; France 5, 2012 ; Tchindjang, 2013) ; ou encore, un phénomène « d'avalanche » des eaux du lac qui avaient atteint le seuil de saturation et libéré du gaz (Tietze, 1987 ; Halbwachs et al., 2004 ; Universcience, 2011). Cette dernière hypothèse est la plus admise pour le cas du lac Monoun particulièrement car il n'est pas entouré, contrairement au lac Nyos, d'une falaise rocheuse (Tietze, 1987).
- 13 Finalement, il a été démontré que les lacs de cratère camerounais étaient une menace permanente car ne libérant pas naturellement et continuellement le gaz issu du magma ; et qu'une contrainte extérieure telle que la rupture du barrage de Nyos par exemple, était susceptible d'entraîner une catastrophe des dizaines de fois plus importante que celle de 1986 (Tchindjang et Njilah, 1999 ; Halbwachs et al., 2004 ; Molo, 2018b). Il fallait donc trouver un moyen de sécuriser ces régions, d'où la méthode de siphonage proposée par Halbwachs et la mise sur pied du projet « orgues de Nyos » ; ces travaux ont permis l'installation d'orgues qui permettent de siphonner le gaz des profondeurs jusqu'à la surface, depuis le milieu de la décennie 1990 et le début des années 2000 (Kusakabe et al., 2000 ; Kusakabe et al., 2003 ; Hell, 2015 ; Kusakabe, 2017, p. 9-10 ; Molo, 2018b).
- 14 Cependant, le consensus ne fut pas évident. Pendant toute l'année 1987, ces théories se sont opposées et les scientifiques se sont livrés de véritables batailles par presse interposée entraînant jeux d'alliance et rivalités multiples, que certaines populations perçurent comme une incapacité de la science à déceler la véritable origine de la catastrophe (Kamguia, 1995 ; Juompan-Yakam, 2015 ; Molo, 2018a). Pour cette partie de l'opinion, la science ne pouvait pas tout expliquer, et les divergences de point de vue des scientifiques en étaient la preuve. Elle émettait l'hypothèse que « *p. these events are not scientific or explicable by the science of white people. It may therefore be necessary to resort to other rationalities, our ancestral knowledge* » (Anonyme, 1986b, p. 11).
- 15 Pire, les discours des scientifiques étaient ambigus et ouvraient la brèche aux interprétations diverses. La plupart des géographes camerounais soutenaient l'hypothèse limnologique, sauf qu'ils privilégiaient la version des chercheurs américains. Toutefois, là où ces derniers évoquaient la contrainte « interne ou

externe », certains Camerounais influencés par les théories du complot, mettaient en emphase l'adjectif « externe ». Un géologue camerounais, Felix Tchoua, expliquait qu'« aucun indice de terrain ne permettait de penser qu'il s'agissait d'une éruption volcanique. Mais, renchérisait-il songeur, une force mécanique externe aurait perturbé l'équilibre physico-chimique des eaux du lac (...) » (Kamguia, 1995, p. 11). Pour cette frange, la force mécanique externe aurait pu être une bombe, un essai nucléaire. C'est du moins ce que laissait entendre un autre géologue camerounais Eno Belinga. Ce dernier trouvait que le point de vue de Tazieff (éruption phréatique) n'était pas digne de son statut de « volcanologue » de renommée internationale (Mapouna, 1992, p. 6). Pour comprendre cette position, il fallait remonter à Monoun où aucune preuve jusqu'en 1987, n'avait été apportée sur l'origine naturelle de l'aléa. En revanche, un ingénieur en armement camerounais affirmait en 1984, qu'il faut « redouter ce fameux gaz dont les effets biologiques sont similaires à ceux d'une arme biologique » (Pondi, 1984b, p. 4). Il fallait, selon l'ingénieur, pour confirmer l'hypothèse de l'aléa naturel brandie par les autorités, faire une plongée sous-marine dans le lac Monoun afin d'en analyser les eaux souterraines, ce qui ne fut pas fait et laissait une place aux doutes. Ces doutes ont ainsi persisté longtemps après 1984, « sur le caractère naturel ou anthropique de cette explosion [...] aucun échantillon du gaz meurtrier n'ayant été analysé pour en déterminer la nature et l'origine », expliquait en 1986 Appolinaire Zogning, chercheur au centre géographique national de Yaoundé (Zogning, 1986, p. 16).

- 16 Ces nombreuses incertitudes des chercheurs et experts ont favorisé par des rumeurs, le déploiement de rationalités alternatives (religieuses, culturelles, théories du complot) pour comprendre l'évènement, lui donner un sens (Shibutani, 1966), et, elles ont révélé une inclinaison humaine aux rumeurs de complot chaque fois qu'un évènement étrange se produit (Krajick, 2003).

Des rumeurs révélatrices d'une dissimilitude de perception des catastrophes et des rationalités territoriales multiples

- 17 Face aux situations ambiguës suscitées par des catastrophes, les individus développent des mécanismes collectifs de réponse afin de parvenir à une interprétation rassurante de la situation (Scharnitzky, 2007). Cette interprétation de la réalité est véhiculée par des modes de communications sociales, dont fait partie la rumeur (Kapferer, 1987), qui s'ancrent sur la capacité qu'a une société de *vivre avec la catastrophe* (Moreau, 2017). Moreau (2014) a révélé dans un cas d'étude, des réactions à une éruption volcanique qui n'était pas à sa première occurrence à Ambrym (Vanuatu). L'éruption volcanique s'inscrivait de ce fait, dans la culture de ce milieu qui lui avait donné sens, et ne la considérait plus comme un phénomène tout à fait désastreux. Cela montre que la régularité d'un phénomène, aussi dramatique soit-il, dans un milieu social permet de le nommer, de mieux le contrôler et d'y faire face par le développement de savoirs et réponses traditionnels. Tel n'était pas le cas des éruptions limniques de Njindoun et Nyos qui n'étaient pas des phénomènes récurrents et échappaient donc de ce fait aux « processus de définition sociale » dont parle Beck dans sa *société du risque* (2001, p. 41). Et vu qu'en Afrique comme ailleurs, ce qui n'a pas de nom n'existe pas (Koufan, 2015), les hésitations des scientifiques ne pouvaient contribuer qu'à davantage créer un climat anxiogène. La rumeur pouvant être une réponse collective du groupe à une situation de

crise (Aldrin, 2005), elle devenait alors pour les cas de Nyos et Njindoun, un outil social de communication (Shibutani, 1966) et un véritable « mode d'expression de la pensée sociale » (Rouquette, 1975, p. 8), voire, un comportement social qui révèle la perception qu'ont les individus d'un phénomène.

- 18 L'une de ces réactions était le recours aux croyances mythiques comme réponse collective à la catastrophe (Cashman et Cronin, 2008), afin de résister au stress causé par l'évènement (Ambrosini, 1983). Cette réaction était liée à plusieurs mythes anciens qui entourent les lacs dans plusieurs régions du monde en général et au Cameroun en particulier (Lavroff, 1872 ; Krajick, 2003 ; Shanklin, 2007). Ici, les lacs sont souvent présentés comme des lieux où vivent des esprits, des fées dont certaines sont vertueuses et d'autres maléfiques. Cela s'accompagne parfois de récits qui sont des déformations de faits réels anciens ou qui s'en inspirent profondément (Renard, 1994 ; Zielinski, 2014). A Njungo près de Njombe au Cameroun, le lac Mamy Wata avait selon Tchindjang (2013), libéré une importante quantité de CO₂ en 1950, tuant plusieurs personnes. Les survivants auraient alors quitté le village attribuant la responsabilité de ce phénomène à Mamy Wata, la fée ou déesse des eaux. Cette légende à la « personnalité cyclique » (Froissart, 1995) tend à se répéter sous forme de rumeur chaque fois qu'un évènement malheureux se produit près d'un lac. A Monoun comme à Nyos, ce récit était intensément diffusé.
- 19 A Monoun, certaines personnes diffusaient la rumeur selon laquelle des esprits malintentionnés étaient sortis du lac pour amener quelques villageois dans l'au-delà en guise de sacrifice (Chu, 2017). Pourtant, cette rumeur elle-même avait plusieurs versions : à la première version qui n'identifiait pas l'esprit mal intentionné à l'origine de la catastrophe, s'opposait une autre qui accusait « Mami Wata » d'avoir débouffé un gaz asphyxiant. Cela expliquerait ainsi l'explosion entendue, et « l'odeur d'œufs pourris » qui a décimé le village : « Mami Wata a fait un pet, on pouvait en entendre le bruit jusqu'à Foumbot. Et le gaz qui s'est échappé a tué tout le monde », expliquait un villageois en 1984 (Njimoluh, 2018).
- 20 A Nyos, la rumeur du « mauvais lac » (Bakoa, 1986a) refit surface. Cette fois, les esprits qui y habitaient s'étaient disputés toute la nuit et la bataille qu'ils se livrèrent avait occasionné la catastrophe. Le lac Nyos, disaient-ils, n'en était pas à sa première expérience d'un affrontement des esprits du lac. En 1977, une bataille entre ces esprits avait entraîné un déplacement des eaux du lac de leur lit vers la plaine voisine, entraînant une inondation (*ibid.*). Et dans ces situations de conflit des esprits du lac, il fallait immédiatement procéder à des rituels sacrificiels afin d'apaiser la colère de(s) Mamy Wata. Sinon, un grand malheur s'abatrait sur la région. Une rumeur similaire est relatée par Sigurdsson (1987) lors de son séjour au Cameroun après la catastrophe :
- Some survivors of the disaster attributed it to the wrath of their dead tribal chief, who, on his deathbed in 1983, ordered that his best cattle be driven off the sheer cliffs above Lake Nyos as a sacrifice to the spirit of the lake, Mami-Water. But the chief's family failed to honor his last wish, and many today believe that the 1986 calamity was an expression of the chief's posthumous displeasure.
- 21 Ces rumeurs faisaient de cette catastrophe, une importante source de reviviscence des croyances populaires transmises de génération en génération. Dans la région de Nyos, la rumeur selon laquelle les morts vivent dans les lacs et la montagne revient souvent de manière cyclique et endémique. Elle semble être une invention, ou une transmission des interprétations de l'évènement par les gardiens de la tradition, qui veulent par sa diffusion maintenir la sacralité autour de ces lieux, entretenir l'interdit d'y accéder

chez les plus jeunes, et perpétuer la tradition des rites funéraires (Mbiti, 1969, p. 194 ; Haaf, 1977, p. 164 ; Jindra, 1997, p. 53 ; Shanklin, 2007). En 1986, cette rumeur avait refait surface en subissant comme les précédentes, des modifications légères qui n'ont toutefois pas changé sa structure initiale. A cette version qui considère que les morts vivent dans les lacs, une autre précisait que seuls les chefs y vivent après la mort (Haaf, 1977, p. 164). L'on peut spatialiser cette catégorie de rumeurs mythiques en la localisant dans les Grassfields, au Cameroun occidental, qui abritent de nombreux lacs très anciens. A en croire la tradition orale des peuples de la région, à l'instar des Kom, des Bamessi et des Oku, l'histoire de clans et lignées entières est à chercher dans la formation de ces étendues d'eau. Chez les Kom par exemple, un des mythes fondateurs raconte l'explosion d'un lac qui aurait tué de nombreux Bamessi, un peuple voisin et rival, en guise de représailles d'un malentendu entre les deux Fon (chefs) des Kom et Bamessi (Shanklin, 1989). Chez les Oku, un récit similaire retrace les rivalités autour du lac Oku (*ibid.*). A travers ces nombreux mythes, on peut émettre l'hypothèse avec l'anthropologue Eugenia Shanklin (1989, 1992, 2007)ⁱ, que le scénario d'une éruption limnique est ancré dans l'imaginaire collectif de certains peuples de la région et constitue par conséquent, un récit que les évènements environnementaux font sortir de l'oubli. La rumeur devient ainsi une mémoire collective de la catastrophe.

- 22 Les rumeurs ont surtout émergé dans un fort contexte de peur, d'angoisse et d'anxiété. Elles donnaient l'occasion aux individus de surpasser leurs peurs en en faisant une catharsis par le recours à des rationalités plurielles dont font partie les « croyances fantasmées » (Scharmitzky, 2007, p. 37). Mais ces rationalités étaient également en opposition entre elles et dénotaient d'un conflit entre les différents filtres d'interprétation et de perception des catastrophes. Ce conflit était surtout perceptible à Nyos où deux principaux filtres sociaux s'opposaient. Pour les traditionalistes, les rumeurs étaient un moyen de rejeter l'évangélisation en diffusant des « bruits » qui jouaient un rôle majeur dans le processus de stigmatisation, de « labellisation » (Becker, 2012) et d'exclusion des chrétiens. La catastrophe était une « colère des dieux » (Kamguia, 1995, p. 11) qui n'était pas apaisée, et semblait n'être de leur point de vue, qu'une mise en garde. Ces dieux reprochaient aux populations locales d'avoir embrassé les religions étrangères et abandonné celle de leurs ancêtres. Et le bruit courait qu'un prophète était apparu à Wum pour annoncer le malheur à venir : « *all wona go die some day for dis town* » (« Epie, 1986, p. 11). La catastrophe était donc pour ces personnes, la malédiction qui confirmait la prophétie et la mise en garde contre les « *false gods of white people* » (*ibid.*). Malheureusement, estimaient-ils, les gens n'avaient pas cru en cette prophétie car aliénés par ces religieux « *who tell them that the warnings of nature and prophets are pure superstitions* » (*ibid.*). Cette rumeur visait les actions d'évangélisation de plus en plus répandues et entreprises par le révérend néerlandais Fred Ten Horn, directeur de la Mission Catholique de Wum (chef-lieu du département de la Menchum dont fait partie Nyos, Mengueme, 1988).
- 23 Il fallut une rumeur pour en contrecarrer une autre. En effet, dès la survenue de la catastrophe, des populations de Wum racontèrent que Dieu était responsable du drame ; selon elles, Dieu avait puni « ces gens » qui refusaient de se convertir au Christianisme. Les survivants qui avaient échappé à la « punition de Dieu », se devaient de « prêcher la bonne nouvelle [...] pour contrecarrer les mensonges des faux prophètes qui ne sont pas “envoyés par Dieu” » (Fodjo, 1986, p. 6). La rumeur partit d'une discussion entre des missionnaires se trouvant à Wum à qui l'on demanda pourquoi le

ciel avait permis une telle tragédie, et qui répondirent alors : « si vous ne vous convertissez pas, vous périrez comme eux » (Fodjo, 1986 ; Westerman, 1992 ; Juompam-Yakam, 2015). Cette rumeur prit des proportions importantes, relayée dans les journaux et lors des campagnes d'évangélisation auto constituées, dans le but de convertir le maximum de personnes depuis les « camps de l'espoir » (Bakoa, 1987b, p. 8) où elles étaient prises en charge par l'Etat ; car définitivement, le « seul moyen d'éviter pareilles catastrophes, disaient-ils, est d'accepter Jésus » (*Cameroon Tribune*, 1986b, p. 14).

- 24 Si les rumeurs nées des perceptions de la catastrophe sont localisées dans les lieux de survenance du sinistre ou à proximité, il faut noter que la nature invisible de l'aléa le rendait malléable sur le plan discursif, une propriété qui engendra une psychose sur toute l'étendue du territoire camerounais. Le comportement des hommes face aux catastrophes dépend de plusieurs facteurs qu'on peut interpréter à partir de la formule mathématique de Lewin (1936) : $C = f(P, E)$. Cette formule considère que le comportement « C » dépend de la personne « P » et de son environnement « E ». Or la personne « P » est aussi un produit de son environnement « E » et donc la rumeur qu'elle reçoit, subit des modifications en fonction des préjugés, des attentes, bref de la culture de son environnement. La dernière variable « E » devient celle qui nous intéresse le plus si l'on veut voir ce que font les espaces à la rumeur.
- 25 Afin de mieux rendre compte de cette territorialisation des rumeurs, il peut être pertinent de se servir des travaux de Crocq (1994). Il divise l'espace en plusieurs zones distinctes selon leur proximité avec le lieu de manifestation de l'aléa ; deux aspects de ce zonage nous intéressent : la zone d'impact et la zone marginale. Avec ces auteurs, on est fondé à croire que les rumeurs sont plus importantes dans la zone marginale car les individus se trouvant dans des espaces éloignés de la zone d'impact manquent d'informations relatives à la catastrophe, et comblent ce vide en créant leurs propres informations qui sont alors véhiculées sous forme de rumeur. Par ailleurs, la distance par rapport à la zone d'impact influence le contenu même des rumeurs et les comportements des individus face au sinistre. Cela se vérifie avec les catastrophes des lacs Monoun et Nyos, et principalement la seconde. Cette catastrophe avait créé une véritable psychose chez les populations qui l'ont extériorisée par les rumeurs. Le mois post-catastrophe le plus rumorogène fut octobre 1986. D'abord le 1^{er} octobre à Bangolan, province du Nord-ouest, des centaines de personnes quittèrent le village pour Fombot dans la province de l'Ouest, après la propagation d'une rumeur annonçant une éruption limnique (Fonte, 1986, p. 2). Le préfet dut se rendre sur les lieux avant de constater que la rumeur était infondée et de demander aux populations de retourner dans le village (*ibid.*). Pourtant, ce retour au village Bangolan ne fut pas aisé ; en effet, plusieurs habitants furent transportés à l'hôpital pour avoir consommé de grandes quantités d'huile de palme, qu'une rumeur antérieure identifiait comme un antidote naturel contre les gaz toxiques (Anonyme, 1986c, p. 4). Cette rumeur était née à Nyos. Elle révélait qu'une famille de six personnes survécut à la catastrophe grâce à la consommation d'« huile de palme naturelle » (Bitjocka et Minka, 1986, p. 6). La rumeur se propagea immédiatement, traversant la zone d'impact pour les villes et régions éloignées. Et le don de la Société camerounaise de palmeraies (SOCAPALM) de 30 fûts de 200 litres d'huile de palme en solidarité aux victimes de Nyos (Anonyme, 1986c, p. 4), ne vint que davantage donner plus de poids à la rumeur ; autant que le firent les incertitudes des médecins dont l'un expliqua :

[...] Ainsi l'huile de palme absorbée par ladite famille aurait fait accroître la quantité d'antigènes dans leurs organismes. (Les antigènes sont des substances capables d'engendrer des anticorps). Nous pouvons donc imaginer le scénario suivant : Un château (la cellule) renforçant sa garde (les antigènes) au cours d'une attaque ennemie (les gaz nocifs) résisterait mieux qu'un château n'ayant pas eu de renforts. Malheureusement, l'absence d'une étude approfondie des constituants et des propriétés de l'huile de palme empêche d'expliquer le phénomène qui s'est produit (Bitjocka et Minka, 1986, p. 6).

- 26 Cette prise de position ne démontrait pas clairement que l'huile de palme pouvait annihiler l'action des gaz nocifs sur l'organisme humain, mais elle n'en démontrait pas le contraire non plus. Pire, elle faisait état de doutes et de l'incapacité de la médecine camerounaise à rassurer les populations en apportant un démenti à la rumeur. Conséquence, quelques jours plus tard, à Djottin, un petit village du département de Bui, de nouvelles rumeurs se propagèrent qu'« une bombe comme celle qui a explosée à Nyos, a été déposée dans le village », suscitant les mêmes réactions (Fonte, 1986, p. 2). La rumeur se répandit jusqu'à Yaoundé, et une équipe du Ministère de l'Administration territoriale fut envoyée sur place (*ibid.*). A Yaoundé dans la province du centre au Cameroun d'expression francophone, un feu de brousse fut assimilé à une éruption volcanique (Anonyme, 1986d). L'on constate que les rumeurs en zone marginale n'ont pas un ancrage mythique, la culture ne prédisposant pas les gens à ces lectures culturalistes de la catastrophe. Ces rumeurs sont de plus en plus désincarnées de la catastrophe et de moins en moins ancrées sur sa réalité au fur et à mesure que l'on s'éloigne de la zone d'impact : de l'éruption limnique à Bangolan à l'éruption volcanique à Yaoundé.
- 27 Ce cas permet de faire une esquisse de ce que font les espaces aux rumeurs. S'il y'a une corrélation entre les territoires, la naissance, la diffusion et le contenu même des rumeurs selon qu'ils sont proches ou éloignés de la zone d'impact, il est utile de remarquer que la durée de vie des récits rumoraux dépend aussi de ce rapport à l'espace. Manifestement, il semble que les rumeurs nées dans la zone marginale, ici l'ensemble des régions francophones, ont eu une durée de vie beaucoup plus réduite que les rumeurs de la zone d'impact, plus en rapport avec l'évènement. Des travaux antérieurs (Morin, 1965 ; Allport et Postman, 1947) ont montré que plus l'on s'éloigne du lieu de naissance d'une rumeur, plus elle est modifiée (ajouts et retraits d'éléments de la version originale). Il s'agit de montrer ici que, cette modification raccourcit la durée de vie de la rumeur en la rendant plus vulnérable aux démentis et à l'usure du temps. Cela explique la durée de vie des rumeurs de Nyos qui a été plus courte dans la partie francophone du Cameroun, territorialement plus éloignée, dans sa grande majorité, de la zone du sinistre en partie anglophone. Les rumeurs nées d'évènements réels résistent plus au temps en zone d'impact qu'en zone marginale car le souvenir de la catastrophe est plus vivant et présent chez les populations qui l'ont vécue, ce qui constitue un véritable vivier de rumeurs. D'autant plus que toute nouvelle découverte est susceptible de donner lieu à de nouvelles interprétations et de nouvelles orientations des enquêtes, donc de nouveaux « bruits ».
- 28 Les représentations précédentes ont révélé l'existence de plusieurs filtres et biais qui s'extériorisaient par des rumeurs en fonction de la proximité avec la zone de survenance de la catastrophe. Toutefois, ces rumeurs avaient d'autres fonctions sociales et politiques qui les inscrivent dans l'ontologie même des catastrophes.

Les rumeurs comme registre alternatif de vérité, mode de revendication et moyen de contestation politiques

- 29 Les rationalités ci-dessus évoquées bien qu'en opposition et manifestement présentes dans l'espace public, étaient soit très peu prises en compte par les décideurs, soit ignorées dans la phase de gestion de crise proprement dite. Si des versions alternatives de compréhension de l'évènement avaient émergé à travers des rumeurs, les autorités elles, semblaient n'accorder de l'importance qu'aux discours des scientifiques sur qui reposaient de grandes attentes, dont celle de faire jaillir la vérité et conforter tous les acteurs sociaux. Une attitude perçue comme méprisante par certains, qui estimaient que la prise de parole dans l'espace public n'est réservée qu'aux autorités et aux scientifiques alors que ceux-ci, sont « incapables d'apporter des réponses sur les origines de la catastrophe » (Mapouna, 1992, p.6). Déjà en 1986, un Imam métaphysicien fustigeait l'élitisme de la prise de parole dans les médias publics : « *Since this disaster happened, we have not been given the floor. Only politicians speak, as if this disaster were political. This is a mystical disaster and that's why it happened at night between 9pm and 10 pm* » (Anonyme, 1986b, p. 11). p.
- 30 Plus tard, en 1987, après la conférence de mars sur le lac Nyos dont les résultats n'avaient pas fait consensus au sein de l'opinion, les revendications d'une prise en compte des avis opposés à la version officielle commencèrent à se faire ressentir. Cela était favorable à l'essor de « registres alternatifs de vérité » (Aldrin, 2005, p. 87 ; Giry, 2017) où la rumeur s'apparente à une révélation apportant une version des faits qui complète les versions admises dans l'espace public, en l'occurrence celles des scientifiques et des décideurs politiques. Ces versions alternatives de l'évènement prennent des formes de conspirationnisme. Les théories du complot s'intègrent parfaitement au registre alternatif de vérité car elles sont des énoncés opposés aux versions « politiquement correctes » et se diffusent de ce fait, de manière informelle dans le « marché noir de l'information » dont fait partie la rumeur (Kapferer, 1987 ; Soteras, 2017, p.65). A Nyos, les conspirationnistes bénéficiaient du fait que des personnes n'arrivaient pas à se satisfaire des hypothèses scientifiques qui étaient véhiculées dans la presse ; alors elles cherchaient une autre hypothèse qui leur était servie par des théories du complot.
- 31 La principale théorie était diffusée sous forme de rumeur d'explosion d'une bombe à neutrons au Cameroun. Pour les conspirationnistes, le Cameroun venait d'être le théâtre d'un essai nucléaire israélien, avec la complicité des autorités locales et du gouvernement des États-Unis d'Amérique (Dibussi, 2006). La rumeur tirait ses origines de la venue au Cameroun du premier ministre israélien Shimon Peres, qui coïncidait avec la survenue de la catastrophe du lac Nyos. Les deux actualités étant concomitantes, la rumeur tenta de les lier. Cette tendance et cette forte inclinaison au complot n'étaient pas nouvelles, mais tiraient leurs origines du passé colonial du Cameroun (Koufan, 1985) qui a créé des brèches favorisant une série de réactions devant un problème politique : la recherche de boucs émissaires, l'identification de la menace extérieure (Eyinga, 1978), le rejet de la coïncidence, la croyance que tout est lié, voire, que rien n'arrive au hasard (Mballa, 1986, p.4) ; des comportements caractéristiques du complot (Viltard, 2003 ; Vincent, 2005). Le fait que des rumeurs de complot apparurent à Monoun et Nyos, indique que ces brèches sont latentes et ancrées dans la société camerounaise.

- 32 La temporalité de la rumeur d'une bombe à neutrons peut être divisée en deux périodes qui permettent une distinction de ses diffuseurs : une première période qui correspond à un moyen de participation des citoyens se sentant marginalisés et exclus de la prise de parole au débat sur l'actualité ; et une deuxième période qui se caractérise par une mutation des discours vers une instrumentalisation de la rumeur et du complot pour contester l'ordre politique. Cette deuxième période est la conséquence d'une récupération de la catastrophe par des dissidents tandis que la première est une tentative légitime des citoyens et populations ordinaires, de contourner la prise de parole, normée et élitiste, dans l'espace public et mener leur propre enquête sur la catastrophe. La première période fait la part belle à des rumeurs spatialisées au Cameroun, principalement dans les provinces dites anglophones (Sud-ouest et Nord-ouest). Elle s'appuyait sur les récits des villageois de la région de Nyos dont certains affirmaient avoir vu des hommes blancs près du lac de nombreux mois avant la catastrophe. Ils étaient certainement en reconnaissance des lieux, affirmait la rumeur (Shanklin, 2007 ; Westerman, 2015). Ensuite, des témoignages de hauts fonctionnaires comme Paul Nkwiri, révélaient que des coopérants français avaient précipitamment quitté leur plantation d'arabica non loin de la zone d'impact quelques jours avant la catastrophe pour, disaient les conspirationnistes, échapper à la catastrophe, informés de son imminence par le chef des services secrets camerounais Jean Fochivé (Juompam-Yakam, 2015 ; Molo, 2018a).
- 33 Par ailleurs, les différentes réactions des chercheurs camerounais, associées aux discours politiques, ont participé à construire un champ lexical de l'armement et à entretenir l'idée d'une expérience militaire sur les zones meurtries. Le cas du discours des scientifiques d'où revenaient avec insistance les mots « explosion », « détonation », qui alimentaient le doute autour des versions scientifiques ; et surtout, de l'hypothèse de certains chercheurs qui expliquaient la probabilité d'un « détonateur externe » qui aurait perturbé l'équilibre des eaux du lac. La rumeur assimilait ce détonateur externe à une bombe larguée à Nyos. Aussi, les discours politiques et médiatiques contribuèrent à amplifier les soupçons. Alors qu'il recevait le ministre israélien en août 1986 à Yaoundé, le président de la république du Cameroun donna un point de presse où il évoqua à son tour, « l'explosion » qui a précédé le répandage du gaz mortel (Pondi, 1986, p. 3). Dans la presse, un éditorialiste du quotidien national public parla de « mini-Hiroshima » (Nzekoue, 1986, p. 18). L'anxiété que suscita cette rhétorique se fit ressentir dans la montée des rumeurs ; cela était perceptible dans les commentaires des citoyens :
- Si c'est une bombe qu'on nous le dise une bonne fois pour toute. Les français ont dit qu'il y'a eu une explosion. Les américains l'ont aussi dit dans *Cameroon Tribune*. Le président de la république l'a confirmé quand il recevait les israéliens. Pourquoi on ne veut pas nous dire la vérité ? (Mengueme, 1988, p. 8-9)
- 34 Ce discours traduisait également une profonde anxiété de l'opinion qui se manifestait par le rejet des hypothèses des scientifiques étrangers, ces derniers étant considérés comme partisans du complot et donc opposés à l'éclosion de la vérité. Les notes de J. Mengueme, président du Comité National de Réception et de Gestion des secours aux sinistrés (CNGSU) révèlent cette xénophobie :
- Que tous ces gens qui viennent prendre notre argent pour rien rentrent chez eux. Non seulement ils coûtent cher mais en plus ils viennent tenir un discours politique au lieu de dire la vérité. Il y'a des chimistes au Cameroun qui peuvent faire de

bonnes enquêtes et révéler ce qui s'est passé à Bamenda si on leur en donne les moyens. On est déjà indépendants... (Mengueme, 1988)

- 35 Ce qui précède montre que ces théories du complot véhiculées par la rumeur n'étaient pas une agitation inopportune, mais la réaction d'un groupe qui veut comprendre et commenter ce qui lui arrive et qui s'en voit systématiquement refuser les moyens : participation au débat public, expression dans les médias publics etc. La rumeur semblait facilement maîtrisable par la multiplication d'articles visant à la démentir. Et la presse s'attela à démontrer que c'était un phénomène « naturel » qui, comme une éruption volcanique, avait émis des signes avant-coureurs perceptibles par les populations locales elles-mêmes. Dans une chronique intitulée « les leçons du lac », un éditorialiste de CT liste ces signes avant-coureurs :

...Nous sommes rassénérés d'entendre tous les experts, vulcanologues et autres géologues dire que les causes de la catastrophe relevaient d'un phénomène naturel. Trêve donc de ces rumeurs et supputations qui effraient tant de citoyens alors que la preuve pouvant étayer une thèse contraire [le complot] ne nous est nullement administrée. A peine notera-t-on une légère dysharmonie de la part des experts sur la nature du gaz hautement toxique émis par le lac Nyos...Et à ce propos, on peut dire que le lac Nyos avant de devenir fou, a quand même émis quelques messages que ces populations auraient pu décoder à l'intention des autorités. Il y'a quelques années, le lac s'était déplacé d'un kilomètre et avait regagné son emplacement initial [...] Quelques jours avant le cataclysme récent, le lac s'est mis à bouillir comme une marmite de bouillon de bœuf. Ce comportement insolite qui présageait déjà d'une activité interne intense n'a pas été signalé. Tout comme n'ont jamais réellement été signalées les secousses telluriques intermittentes qui annoncent les colères du mont Cameroun (Mboudou, 1986a, p. 1).

- 36 Le but de ces messages, articles et chroniques diffusés dans la presse était de démontrer l'origine « naturelle » de cette catastrophe, en révélant que la zone était à risque et que des études antérieures l'avaient envisagée. A cet effet, la presse fit ressortir le registre d'un guide touristique décédé à Cam-Nyos, qui avait enregistré le commentaire d'un géologue américain (le docteur Klin) venu visiter la région du lac Nyos le 8 mai 1985 ; l'Américain avait constaté des anomalies qu'il signala aux autorités du département de la Menchum à Wum (Bakoa, 1986b, p. 4). Dans le souci de démontrer le caractère naturel de l'aléa, le journaliste vint jusqu'à la rencontre de ces autorités peu après la catastrophe, afin de publier leur réaction au moment de l'alerte du géologue américain un an plus tôt. Le préfet de la Menchum interrogé sur sa négligence s'expliqua : « nous ne pouvions pas nous fonder sur les impressions d'un touriste pour inquiéter les populations » (*ibid.*). Peut-être que cette réaction de l'autorité administrative visait à limiter la diffusion des rumeurs, toujours est-il que la même méthode fut également employée à Njindoun dans le but d'opposer la rumeur à l'avis des experts et scientifiques. Là-bas également, la presse avait été mise à contribution. On pouvait y lire en 1984 que, le vulcanologue français Haroun Tazieff avait prévenu le Cameroun 15 années plus tôt, de ce que des phénomènes comme celui du Lac Monoun pourraient se produire dans les régions qui se trouvent au niveau du prolongement naturel du Mont Cameroun (Bandolo, 1984, p. 3). Mais cette révélation dénonçait également l'amnésie des décideurs et leur laxisme, car ils n'avaient pas pris de disposition pour anticiper la catastrophe. Sauf que 15 années plus tôt au moment où cette alerte était donnée, Ahmadou Ahidjo était encore président de la république du Cameroun, précision qui mérité d'être faite (nous y revenons plus loin). Ces nombreuses manœuvres de la presse purent atténuer la diffusion des rumeurs d'un complot à Nyos et, jusqu'au début de l'année 1987, on nota une légère accalmie du conspirationnisme. Pourtant, la rumeur

d'une bombe à neutrons allait bientôt rejaillir, mieux structurée cette fois, avec la prise de relais par des réseaux de pouvoir dont le but était manifestement la remise en cause de la légitimité des élus.

- 37 La rumeur de l'essai militaire gagna en importance lorsque des médias internationaux s'emparèrent de l'événement. Cette fois, les complotistes diffusaient la rumeur selon laquelle les Américains et leurs alliés israéliens avaient mis au point une bombe « ne causant que des dommages aux êtres vivants » et aucun effet visible sur les bâtiments (De Young, 1986). Cette analyse était reprise par un journal américain de San Francisco qui donnait la parole à Denis Sassou Nguesso, un homme politique congolais ; ce dernier affirmait, selon le journal, avoir été approché par les Américains qui lui proposèrent de l'argent pour essayer cette arme au Congo. Proposition que Nguesso aurait refusée, mais que Biya, son homologue du Cameroun, aurait acceptée (Dibussi, 2006). L'un des journalistes défenseurs de cette théorie, Ntemfac Ofege écrivait :

Mr. Biya has also not reacted to a Denis Sassou Nguesso interview published in a San Francisco newspaper suggesting that the Lake Nyos gas explosion was an Israeli thermonuclear device. Mr. Sassou Nguessou said in that interview that he was approached by the Israeli to test the device in his country and he said no. Mr. Biya apparently accepted the indecent proposition. (ibid.)

- 38 Le journaliste accuse le président Paul Biya de n'avoir pas démenti la rumeur et le commentaire de Sassou Nguesso. Le silence du président camerounais était une aubaine pour la diffusion de la rumeur et donnait de la crédibilité au récit conspirationniste selon le célèbre proverbe « qui ne dit mot consent ». Et le 14 avril 1987, la rumeur face au silence des autorités se raviva avec une nouvelle parution du même journal de San Francisco, le *National Enquirer* où l'analyste politique américaine et célèbre adepte des théories du complot Mae Brussel, apporta de nouveaux éléments repris par le journal *The Analyst* (1987, p. 18) et traduits en français par l'Australienne Josette Ackad :

Brussel constate que les interprétations actuelles données à la tragédie ne sauraient expliquer les blessures et brûlures trouvées sur les victimes. Elle relève aussi le fait que les États-Unis et Israël ont tous deux été partisans du développement de la bombe à neutrons capable de tuer toute vie humaine et animale dans une région sans endommager la propriété. Le fait qu'Israël ait agi dans plusieurs parties du monde comme représentant ou substitut des États-Unis dans des affaires délicates auxquelles les États-Unis n'auraient pas voulu être directement associés, est aussi noté par le reporter. En fait, comme une source de Washington l'a récemment indiqué, "Israël est devenu une sorte d'agence fédérale (du gouvernement des États-Unis)... agence qu'il est commode d'utiliser quand on a besoin de faire quelque chose en sourdine".

- 39 Par ailleurs, une attention particulière était portée sur Israël et son ministre Shimon Peres. Surtout que, Peres à son arrivée, était suivi d'une délégation de 17 membres (géologues, médecins etc.) venus porter secours aux victimes de Nyos (*Cameroon Tribune*, 1986a). Pour les conspirationnistes, il était impossible de mobiliser en si peu de temps, une équipe si bien outillée et l'amener au Cameroun, alors qu'il fallut en moyenne deux à trois jours pour que la nouvelle se répande au niveau national et plus de temps encore à l'international (Dibussi, 2006). Cette fois, la rumeur semblait plus importante, avec la mobilisation par ses diffuseurs de la presse internationale. Et autant les rumeurs s'amplifient parce que ceux qui les véhiculent pensent posséder une information confidentielle qui fait d'eux des personnes bien informées (Kapferer, 1987), que les théories du complot gagnent en importance parce qu'elles donnent l'impression à celui qui les diffuse d'être d'un niveau d'intelligence supérieur car il arriverait à

décoder des messages et vérités dissimulés et des processus très complexes (Viltard, 2003). Une attitude qui favorisait le messianisme, les conspirationnistes ayant l'impression d'être des Camerounais « exceptionnels », dotés d'une « intelligence supérieure » qui leur permettait de contrecarrer, par la dénonciation, les plans de Paul Biya (Mengueme, 1988, p. 13). Ces rumeurs apparaissent donc comme des récits « infra-politiques » (Viltard, 2003) à un moment où le contexte socio-politique devient tendu au Cameroun, du fait d'une contestation de plus en plus acerbe du pouvoir (Pigeaud, 2011). Cette contestation fait percevoir ces théories du complot, comme des « théories du pouvoir » (Viltard, 2003) visant à installer une agitation insurrectionnelle au Cameroun. Ainsi, toute actualité politique faisait l'objet d'instrumentalisation et de récupération diffusées par des rumeursⁱⁱ sur le régime de Paul Biya ou sur ce dernier nommémentⁱⁱⁱ. Une attitude que fustigeait Mboudou (1986b, p. 1) : « peut-être que les tenants de l'agitation sociale croient détenir la vérité. Mais alors que nous proposent-ils de plus nouveau que le Renouveau ? » ; tandis qu'Abena (1986, p. 5) mettait en garde l'opinion publique nationale : « et puis, disons-le, il ya enfin ces pêcheurs en eau trouble qui profitent de la moindre erreur pour discréditer l'Etat et par la même occasion, semer le doute dans les esprits... ».

- 40 Des similitudes existent entre les théories du complot de Nyos et celles de Monoun car ces deux catastrophes étaient concomitantes à des « saillances situationnelles » (dans le sens où des évènements qui surviennent de façon inattendue servent d'aubaines pour projeter les aspirations des complotistes ; Dobry, 1986) qui favorisaient leur adhésion. La catastrophe de 1984 survenait dans un contexte politique tout aussi tendu, à cause de la « crise de succession » entre Ahmadou Ahidjo et son ancien premier ministre Paul Biya qui lui succède en 1982 (Bayart, 1986) ; par une conjugaison de facteurs et situations crisogènes, les deux hommes finirent par devenir des ennemis, chaque camp instrumentalisant la moindre actualité politique pour discréditer l'autre. A ce niveau, les rumeurs sont un terreau fertile à la propagande politique en situation de crise, pour montrer les limites d'un pouvoir qui a failli à l'une de ses missions régaliennes : protéger l'intégrité physique et morale des citoyens. Il apparaît donc important pour les complotistes, d'instrumentaliser la catastrophe en déniait le caractère naturel de l'évènement qui l'a déclenchée, pour lui assigner une origine anthropique. Cette manœuvre s'appuie sur le fait que la catastrophe dès lors qu'elle est catégorisée et dite « naturelle » est dans ce contexte, présentée comme difficilement évitable tandis qu'une catastrophe anthropique révèle plus aisément des fragilités du système de protection civile. La rumeur devient ainsi un moyen d'action politique qui s'appuie sur les « tensions sociales comme d'un tremplin pour imposer elle-même son trouble » (Froissart, 1995, p. 12). La catastrophe de Njindoun tombait alors au moment opportun, pour constituer une forme d'instrumentalisation rumorale « à la camerounaise »^{iv} (Enguéléguélé, 1998 ; De Gaulle, 2006 ; Molo, 2018c). Dès sa survenue et dans un contexte de rareté de ressources scientifiques permettant de la comprendre, des rumeurs d'une tentative de bombardement de la base militaire de Koutaba par les partisans de l'ancien président Ahidjo furent diffusées tout au long de l'année 1984. A ce niveau également, la théorie du complot tentait de lier plusieurs évènements survenus dans le même intervalle de temps : la catastrophe de Njindoun le 15 août 1984, le crash d'un chasseur de l'armée de l'air à Obala le 24 août (*Cameroon Tribune*, 1984, p. 3) et l'incendie d'un Boeing de la CAMAIR (la compagnie aérienne nationale) à Douala le 30 du même mois (Mintsa, 1984, p. 2). Ce dernier évènement de Douala était suivi d'un communiqué de la radio panafricaine *Africa n° 1* située à Libreville au Gabon, qui

annonçait qu'un « front de libération du Cameroun », proche d'Ahidjo, revendiquait l'accident (Otabela, 1984, p. 3). Bien qu'il ne s'agisse que de l'accident de Douala dans cette revendication, il apparaissait dès lors que « les mêmes qui avaient provoqué l'explosion de Foubot [la ville dont dépendait le village de Njindoun] étaient également les commanditaires de l'accident de Douala » (Seydou, 1984, p. 4) ; une « vérité que le pouvoir de Yaoundé voulait dissimuler » (*ibid.*).

- 41 A partir des cas de Monoun et Nyos, on peut conclure que la rumeur du complot est un moyen dont usent des entrepreneurs politiques pour déstabiliser des adversaires en situations de crise. Ces rumeurs du complot comme d'autres rumeurs répandues au Cameroun, traduisent manifestement des ruses et des rapports de force entre acteurs politiques :

Ce sont les groupes incapables ou trop faibles pour imposer leur point de vue qui empruntent des voies plus détournées, les modes “alternatifs” d'expression, afin de tenter de le faire prévaloir ; simultanément, ces voies leur permettent de faire “entendre leurs voix”, de faire “nombre” par rapport “aux forts” (Engueleguele, 1998, p. 368)

- 42 Dans les deux cas, les « forts » (les tenants du pouvoir) et les « faibles » (les partisans d'Ahidjo principalement) étaient les mêmes. A cet effet, les nombreux éditoriaux d'Henry Bandolo, journaliste reconnu proche du pouvoir, sont dignes d'intérêt. En l'occurrence, le journaliste écrivait en réaction à la rumeur du complot pour le cas du lac Monoun : « Car Ahidjo et ceux qu'il appelle prétentieusement ses “partisans” sont vaincus et définitivement vaincus. Si son ombre plane encore telle celle d'un spectre errant, il ne faut pas en faire un vampire. Quoiqu'il lui ressemble... » (Bandolo, 1984, p. 7).

- 43 Enfin, certaines rumeurs politiques, sans utiliser le canal des théories du complot, s'ancraient sur les réalités socio-économiques du Cameroun. Dans un contexte de crise économique (Pigeaud, 2011), les rumeurs exprimaient des préjugés répandus sur la société camerounaise en tant qu'une société en proie à la corruption. Ainsi, de nombreuses rumeurs de détournements de deniers publics et de malversations financières par le CNGSU se répandirent. Certaines accusaient les responsables de cette structure d'utiliser des fonds de l'assistance internationale à des fins personnelles alors que les sinistrés manquaient « de tout » dans les camps de recasement (Bakoa, 1986c, p. 3 ; Mengueme, 1988 ; Molo, 2018a). Inquiété par ces rumeurs de plus en plus récurrentes, le président du CNGSU mit sur pied des mécanismes de dénonciation d'actes de corruption : « la fertilité d'imagination des camerounais a amené le président du CNGSU à solliciter la contribution des camerounais », commentait un journaliste (Bakoa, 1986c, p. 3). Quelques semaines seulement après la catastrophe de Nyos, des rumeurs de corruption se faisaient déjà entendre, suscitant de vives réactions :

Depuis sa mise en place, il y'a deux semaines, le Comité national de gestion des secours aux sinistrés de Wum nous a habitués à beaucoup de transparence. Jour après jour, en effet, il fait publier les listes des différentes aides reçues [...] D'où vient-il donc que des rumeurs, aussi ridicules que fantaisistes, s'élèvent de toutes parts et tentent de remettre en cause même les évidences qui crèvent les yeux ? Ici et là sans que personne les ait faits prophètes en Israël, des mandarins sortent soudain de l'ombre et abusent facilement de la crédulité de ceux qui prêtent l'oreille au moindre bruit [...] Alors trêve de rumeurs mensongères ! La pudeur commande qu'on ne parle pas de la tragédie du lac Nyos comme l'on parlerait d'un banquet dont on voudrait connaître le programme. (PEM, 1986, p. 13)

- 44 Cette dénonciation de la fabrique des rumeurs pour déstabiliser le comité de gestion des secours entraîna, entre autres raisons, le limogeage de son président quelques mois plus tard (Molo, 2018a).
- 45 Les rumeurs politiques à Njindoun et à Nyos ont été des moyens pour des entrepreneurs politiques de contester la légitimité du pouvoir. Leurs diffuseurs se trouvaient majoritairement dans les zones éloignées du pouvoir central notamment dans le Cameroun occidental d'expression anglophone et à l'extérieur du pays. Pour les autorités, c'était l'œuvre de quelques dissidents qui diffusaient des rumeurs dans le but de « salir l'image de marque » du Cameroun, selon la formule de Francis Fai Yengo, préfet du département de la Menchum en 1986 (*Cameroon Tribune*, 1986c).
- 46 Cependant, d'autres groupes sociaux ont instrumentalisé ces rumeurs, cette fois soit dans le but d'inciter les décideurs à l'action dans le sens de leurs doléances afin d'améliorer leurs positions sociales ou politiques, soit comme un moyen de revendication ; la catastrophe devenait pour eux, un « prétexte à l'action » (Larchet, 2010) car ils étaient convaincus que « le malheur des leurs doit faire leur bonheur » (Mengueme, 1986, p. 7). A travers des rumeurs qui décriaient, non sans exagérer souvent, la misère des populations de la Menchum, certaines élites se saisissaient de la visibilité que leur offrait la catastrophe pour soumettre leurs doléances et « problèmes » aux autorités. Il n'était donc pas étrange d'entendre des rumeurs d'une « fillette tombée dans un puits la veille dans la nuit, à cause de l'absence d'électricité dans le village » (Mengueme, 1988, p. 10) ; et d'autres d'un ministre de la république qui aurait révélé aux sinistrés qu'ils devaient retourner dans leurs villages, condition pour que ces derniers et particulièrement Subum, soient érigés en unités administratives (Mengueme, 1986, p. 7).
- 47 Toutes ces rumeurs politiques étaient assez marginales dans la partie francophone du Cameroun où, les expériences réussies de dégazage ont presque fait arrêter leur propagation. On ne peut toutefois pas en dire autant de la partie anglophone du Cameroun, surtout avec la résurgence du « problème anglophone » qui est un problème identitaire spatialisé dans les régions du Nord-ouest et du Sud-ouest, et fait resurgir à chaque fois, l'hypothèse d'une volonté politique d'effacer l'héritage de la présence anglaise au Cameroun. Un terreau fertile à la propagation de rumeurs qui stigmatisent les élus majoritairement francophones.

Conclusion

- 48 De ce qui précède, l'on constate que les événements environnementaux engendrent une prolifération des rumeurs. Surtout lorsque l'aléa est invisible, nouveau et incompris par l'ensemble des acteurs sociaux qui, se remettant à la science, ne trouvent pas satisfaction à leurs demandes de réponses. Cette insatisfaction les amène à mobiliser des rationalités alternatives à la pensée scientifique, ancrées sur des filtres et biais sociaux, pour comprendre l'évènement, lui donner un sens, et participer au débat public ; ce qui constitue un terreau fertile à la naissance et la propagation de rumeurs. Les rumeurs étudiées étaient de registres différents, certains mythiques, que l'on a spatialisés dans les zones proches de celle où la catastrophe a fait des victimes. Là-bas, les rumeurs s'ancraient sur la place qu'occupent ces lacs dans les cosmogonies locales et de ce fait, plus on s'éloignait de la zone d'impact, plus le récit était éloigné de la véritable nature de la catastrophe. Le second registre de rumeurs était dépendant de la

gestion de la catastrophe par les autorités et, notamment, de la distribution de la parole dans l'espace public. A ce niveau, les différentes catégories sociales exclues de l'espace et du débat publics ont mené de façon parallèle, leurs propres enquêtes qui ont favorisé le déploiement de registres alternatifs de vérité et du conspirationnisme. Ce dernier a été dominant dans le troisième registre des rumeurs diffusées par des catégories sociales plus engagées politiquement. Les rumeurs des lacs Nyos et Monoun ont été freinées par les résultats scientifiques obtenus à partir du début de la décennie 1990, qui ont permis de faire prévaloir la vérité scientifique avec des essais réussis du dégazage de ces étendues d'eau. Toutefois, certains activistes politiques, n'hésitent pas à ressusciter certaines rumeurs en les adaptant à l'actualité politique dans le but de mobiliser autour de leurs causes, contester le pouvoir et la légitimité des dirigeants camerounais. *In fine*, ce sont des rumeurs qui montrent l'existence d'une inclinaison collective de recours au conspirationnisme, chaque fois qu'un évènement exceptionnel se produit au Cameroun. Ce conspirationnisme est un mode de communication, d'expression de la pensée et des craintes sociales, et d'intervention dans l'espace public des acteurs « faibles », qui diffusent leurs idées sous forme de rumeurs pour échapper aux coercition et riposte des tenants du pouvoir. Et tant que les causes de leurs revendications ne sont pas satisfaites, on note une résurgence de ces bruits divers chaque fois qu'un évènement environnemental se produit, comme ce fut le cas lors du glissement de terrain de Botmakak en 2004.

BIBLIOGRAPHIE

ABENA J., 1986, Le « saboteur » est une erreur de transfert, *Cameroon Tribune*, n° 3653 du 25 août, p. 6

ACKAD J., (Trad.), 1987, Bombe à neutrons au Cameroun ?, *The Analyst*, vol. 2, n° 4, p. 18-19

ALDRIN P., 2005, *Sociologie politique des rumeurs*, Paris, PUF, 304 p.

ALLPORT G. W. et POSTMAN L., 1947, *The psychology of rumor*, Oxford, England: Henry Holt, 247 p.

AMBROSINI P., 1983, Clinical assesment of group and defensive aspects of rumour, *International journal of group psychotherapy*, vol. 1, n° 33, p. 69-83

ANONYME, 1986a, Catastrophe naturelle près de Wum. Le président Biya s'est rendu hier sur les lieux pour mieux apprécier la situation, *Cameroon Tribune*, n° 3654 du 24 et 25 août, p. 3

ANONYME, 1986b, Angry gods in the lake, *Camnews* cité par *Cameroon Tribune*, national weekly, n° 649 du 15 octobre, p. 11

ANONYME, 1986c, Liste des donateurs, *Cameroon Tribune*, n° 3664 du 6 septembre, p. 4

ANONYME, 1986d, Toxic gaz scare, *Cameroon Tribune*, national weekly, n° 650 du 21 octobre, p. 4

ANTOINE J.-M., 2010, Géohistoire des catastrophes et des risques torrentiels. Une histoire de l'environnement pyrénéen, Dossier d'habilitation à diriger des recherches, Tome 1, Université de Toulouse le Mirail – Toulouse 2, 334 p.

- BAKOA M., 1986a, Le « mauvais lac », *Cameroon Tribune*, n° 3659 du 31 août et 1^{er} septembre, p. 4
- BAKOA M., 1986b, La catastrophe avait été prédite, *Cameroon Tribune*, n° 3666 du 9 septembre, p. 4
- BAKOA M., 1986c, Vous avez dit détournement ?, *Cameroon Tribune*, n° 3666 du 9 septembre, p. 3
- BAKOA M., 1987a, Nyos, 21 août, *Cameroon Tribune*, n° 3949 du 21 août, p. 2
- BAKOA M., 1987b, Les camps de l'espoir, *Cameroon Tribune*, n° 3949 du 21 août, p. 8
- BANDOLO H., 1984, Des catastrophes en série, *Cameroon Tribune*, n° 3064 du 1^{er} septembre, p. 3 et 7
- BAXTER P., KAPILA M., MFONFU D., 1989, Lake Nyos disaster, Cameroon, 1986: the medical effects of large scale emission of carbon dioxide?, *British medical journal*, n° 298, p. 1437-1441
- BAYART J.-F., 1986, La société politique camerounaise (1982-1986), *Politique africaine*, n° 22, p. 5-20
- BECK U., 2001, *La société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, traduit de l'allemand par L. Bernardi, Paris, Aubier, 521 p.
- BECKER H. S., 2012 *Outsiders. Une étude de sociologie de la déviance*, Paris, Métailié, 256 p.
- BELINGA E. S. et NJILAH K. I. 2001, *Du Mont Cameroun au lac Nyos*, Les classiques camerounais, 128 p.
- BIAD T., 2019, *Presse et histoire*, Fès, FPT, 175 p.
- BITJOCKA B. et MINKA V., 1986, L'huile de palme est-elle un antidote contre les gaz toxiques ?, *Cameroon Tribune*, n° 3670 du 13 septembre 1986, p. 6
- Cameroon Tribune*, 1986a, n° 3654 du 24 et 25 août, p. 1-4
- Cameroon Tribune*, 1986b, national weekly, n° 653 du 28 octobre, p. 14
- Cameroon Tribune*, 1986c, n° 3742, du 6 décembre, p. 2
- CASHMAN K. et CRONIN S., 2008, Welcoming a monster to the world: Myths, oral tradition, and modern societal response to volcanic disasters, *Journal of volcanology and geothermal research*, n° 176, p. 407-418
- CHU M., 2017, *Why do people die because of ignorance?*, Westpoint, 27 p.
- CLAVANDIER G., 2004, *La mort collective*, Paris, CNRS Editions, 255 p.
- CROCQ L., 1994, La psychologie des catastrophes et des blessés psychiques, in NOTO R., HUGUEMARD P. et LARCAN A. (Eds), *Médecine de catastrophe*, Paris, Masson, 580 p.
- HULAK F., 2008, En avons-nous fini avec l'histoire des mentalités ?, *Philonsorbonne*, n° 2, p. 89-109
- DE GAULLE C., 2006, La gestion d'une rumeur. Le cas du faux décès du Chef de l'Etat du Cameroun, *Communication*, vol. 25, n° 1, p. 205-220
- DE YOUNG K., 1986, Cameroon Toll Above 1,500, *Washington Post*, disponible sur www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2006/07/19 consulté le 11 novembre 2018
- DEMANGEON A., 1907, Les recherches géographiques dans les archives, *Annales de Géographie*, vol. 16, n° 87, p. 193-203
- DIBUSSI T., 2006, The lake Nyos disaster 20 years after (1) : Revisiting Israeli connection, disponible sur <https://www.dibussi.com/2006/08/the-lake-nyos-d.html> , consulté le 11 novembre 2018
- DOBRY M., 1986, *Sociologie des crises politiques*, Paris, PFNSP, 1^{ère} ed., 320 p.

- DOUGLAS M., 1986, *Risk acceptability according to the social sciences*, London, Routledge & Kegan Paul, 125 p.
- ENGUELEGUELE M., 1998, La rumeur de « disparition des sexes » au Cameroun. Contribution à l'étude des modes d'expression politique alternatifs dans les « conjonctures fluides », in CURAPP, *La politique ailleurs*, PUF, 420 p.
- EPIE N. I., 1986, Ibrahim Ahmed Nzube Epie, Imam, Comparativ Religion student and researcher in metaphysic and mysticism, *Cameroon Tribune*, national weekly, n° 653 du 28 octobre, p. 11
- EYINGA A., 1978, *Introduction à la politique camerounaise*, Paris, Anthropos, 356 p.
- FODJO M. A., 1986, L'église devant la barre, *Opinion Express*, novembre, p. 6-7.
- FONTE A.P., 1986, Bangolan, rumor of gas explosion creates panic, *Cameroon Tribune*, national weekly, n° 649 du 15 octobre, p. 2
- FRANCE 5 TV, 2012, Lac Nyos- Eruption limnique du 21 août 1986, disponible sur <https://m.youtube.com/watch?v=0FpuWn3QcX4>, consulté le 21 avril 2019
- FROISSART P., 1995, La rumeur ou la survivance de l'intemporel dans une société d'information, *Recherches en communication* (Louvain-la-Neuve, Belgique), n° 3
- GIRY J., 2017, A specific social function of rumors and conspiracy theories: strengthening community is ties in trouble times. A multilevel analysis, *Slovensky narodopis*, n° 2, p. 187-202
- HAAF E., 1977, Eine studie über den Tod bei den meta in Westkameruner grasland, *Wort und wirklichkeit*, vol. 2, O. Bocher et Mayer, eds. Meisenheim a, Glam: Hain (Goethe Institute Yaoundé)
- HALBWACHS M., SABROUX J.-C., GRANGEON J., KAYSER J. G., TOCHON-DANGUY J.-C., FELIX A., BEARD J.-C., VILLEVIEILLE A., VITTER G., RICHON B., WUEST A., HELL J., 2004, Degassing the « Killer Lakes » Nyos and Monoun, Cameroon, *EOS*, vol. 85, n° 30, p. 281-288
- HELL J. V., 2015, *Les catastrophes des lacs Nyos et Monoun : Bilan et perspectives*, Communication du DIRGM lors de la conférence scientifique « le mois de la recherche », Yaoundé le 2 juillet, 63 p.
- JACOB-ROUSSEAU N., 2009, Géohistoire/géo-histoire : quelles méthodes pour quel récit ?, *Géocarrefour*, vol 84/4, p. 211-216
- JINDRA M., 1997, The proliferation of ancestors : Death celebrations in the Cameroon grassfields, Thèse de doctorat en philosophie, Université de Wisconsin-Madison, 391 p.
- JUOMPAM YAKAM, 2015, Cameroun : l'explosion du lac Nyos en 1986 les a rendus fous..., *Jeune Afrique*, disponible sur <https://www.jeuneafrique.com/mag/280408/societe/cameroun-explosion-lac-nyos-1986-a-rendus-fous/>, consulté le 24 septembre 2018
- KAMGUIA E., 1995, 9 ans après la catastrophe. Lac Nyos, la hantise de la mort, *Le Messager* n° 423 du 20 mars, p. 11
- KAPFERER J.-N., 1987, *Rumeurs : le plus vieux média du monde*, Paris, Seuil, 240 p.
- KLING G. W., CLARK M. A., COMPTON H. R., DEVINE J. D., EVANS W. C., HUMPHREY A. M., KOENIGSBERG E. J., LOCKWOOD J. P., TUTTLE M. L., WAGNER G. N., 1987, The 1986 Lake Nyos gas disaster in Cameroon, West Africa, *Science*, n° 236, p. 169-175
- KLING G. W., 1988, Comparative transparency, depth of mixing, and stability of stratification in lakes of Cameroon, West Africa, *Limnology Oceanography*, n° 33, p. 27-40n° p.
- KOUFAN J., 1985, La vie politique au Cameroun sous l'occupation française : 1916-1923, Thèse de doctorat 3^{ème} cycle en Histoire, Université de Paris 7, 584 p.

- KOUFAN J., 2015, *Histoire du néocolonialisme*, non publié, 217 p.
- KOVACS N.T.F., 1998, *Les rumeurs dans la guerre du Liban. Les mots de la violence*, Paris, CNRS Editions, 376 p.
- KRAJICK K., 2003, Defusing killer lakes in Africa, *Smithsonian magazine*, disponible sur www.smithsonianmag.com/science-nature/defusing-africas-killer-lakes-88765263/, consulté le 11 novembre 2018
- KUSAKABE M., OHSUMI T. et ARAMAKI S., 1989, The Lake Nyos gas disaster: chemical and isotopic evidence in waters and dissolved gases from three Cameroonian crater lakes, Nyos, Monoun and Wum, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, n° 39, p. 167-185
- KUSAKABE M., TANYILEKE, CORD MC et SCHLADOW, 2000, Recent pH and CO₂ profiles at Lakes Nyos and Monoun Cameroon: implications for the degassing strategy and its numerical simulation, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, n° 97, p. 241-260
- KUSAKABE M., TANYILEKE G., EVANS W. C., KLING G., 2003, Current status of Lakes Nyos and Monoun, Cameroon, *Cities on volcanoes*, n° 3, p. 14-18
- KUSAKABE, M., 2017, Lakes Nyos and Monoun gas disasters (Cameroon). Limnic eruptions caused by excessive accumulation of magmatic CO₂ in crater lakes. *Geochemistry Monograph Series*, vol. 1, n° 1, p. 1-50
- LARCHET N., 2010, La catastrophe comme prétexte à l'action. Réformer l'alimentation au lendemain de Katrina, *Terrain*, n° 54, p. 80-99
- LAVROFF M. P., 1872, Sur l'adoration des lacs et des cours d'eau, et sur les légendes des villes submergées, *Bulletins de la société d'anthropologie de Paris*, 2^e série, tome 7, p. 594-602
- LE LAY Y. et RIVIERE-HONEGGER A., 2009, Expliquer l'inondation : la presse quotidienne régionale dans les Alpes et leur piedmont (1882-2005), *Géocarrefour*, vol 84-4, p. 261-272
- LEWIN K., 1936, *Principles of topological psychology*, New York, Mc Graw-Hill, 238 p.
- MAPOUNA, 1992, Ce que valent nos géologues, *Le patriote, édition spéciale*, mai, p. 6
- MBALLA E. P., 1986, Visite de Shimon Peres au Cameroun. Quelle coïncidence !, *Cameroon Tribune*, n° 3655 du 26 août, p. 4
- MBITI J., 1969, *Traditional religions and philosophy*, London, Heinemann, 194 p.
- MBOUDOU J., 1986a, La leçon du lac, *Cameroon Tribune*, n° 3663 du 5 septembre, p. 1n° p.
- MBOUDOU J., 1986b, Le pardon est divin, *Cameroon Tribune*, n° 3658 du 29 août, p. 1
- MENGUEME J. M., 1986, Note sur la catastrophe du lac Nyos. Rapport du président du comité national de réception et de gestion des secours aux sinistrés, Yaoundé, le 29 octobre, 9 p.
- MENGUEME J. M., 1988, La catastrophe du lac Nyos. Rapport d'activité, 59 p.
- MINTSA M., 1984, Incendies à Douala du Boeing 737 de la CAMAIR. Les conclusions préliminaires de la commission d'enquête sont connues, *Cameroon Tribune* n° 3076 du 15 septembre, p. 2
- MOLO Z. R. L. B., 2018a, Protection civile, gestion des risques et des situations de crise au Cameroun. 1973-1998, Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 193 p.
- MOLO Z. R. L. B., 2018b, La gestion de crise au Cameroun. Les cas des catastrophes de Nyos et Nsam, 1986-1998, *Droit, société et politique*, 9 p. en cours de publication,

- MOLO Z. R. L. B., 2018c, De la rumeur à la déclaration officielle. Analyse de la rumeur et de la communication publique en situation de crise au Cameroun : le cas de la catastrophe d'Eséka, *Analyse*, n° 11, p. 114-145
- MOREAU Y., 2014, Approche anthropologique de la vulnérabilité et des aléas majeurs, in MONACO A. et POUZET P. (Dir.), *Risques côtiers et adaptation des sociétés*, Croydon, ISTE Editions, p. 275-310
- MOREAU Y., 2017, *Vivre avec les catastrophes*, Paris, PUF, 390 p.
- MORIN E., 1969, *Rumeur d'Orleans*, Paris, Seuil, 256 p.
- MORIN S. et PAHAI J., 1986, La catastrophe du lac Nyos (Cameroun), *Revue de Géographie du Cameroun*, vol. VI, n° 2, p. 81-105
- NDONGO N. V., 1999, L'opinion camerounaise, Thèse de Doctorat en Sociologie, Université de Paris 10, 940 p.
- NJIMOLUH T. D., 2018, *Les histoires drôles du Noun*, Douala, AFFARADI, 58 p.
- NZEKOUÉ J. M., 1986, Le lac de la mort, *Cameroon Tribune*, n° 3660 du 2 septembre, p. 18
- NZEKOUÉ J. M., 1987, Le drame au cœur des conférences, *Cameroon Tribune* n° 3949 du 21 août, p. 6
- ORSTOM, 1968a, *Dictionnaire des villages du département Bamoun*, Yaoundé, 38 p.
- ORSTOM, 1968b, *Répertoire géographique du Cameroun. Fascicule n° 16*, Yaoundé, 238 p.
- OTABELA Q., 1984, L'information d'Africa N° 1 sur l'accident du Boeing 737 à Douala a été déformée, déclare M. Julien Mpouho, *Cameroon Tribune*, n° 3064 du 1^{er} septembre, p. 3
- PEM, 1986, Trêve de rumeurs, *Cameroon Tribune*, n° 3670 du 13 septembre, p. 13
- PIGEAUD F., 2011, *Au Cameroun de Paul Biya*, Paris, Karthala, 276 p.
- PNE, 1996, Remember lake Nyos 10 years after, *Cameroon Tribune*, n° 6164, du 19 août, p. 2
- PONDI M.M., 1984a, Le drame de Foubot ; ce qui s'est passé, *Cameroon Tribune* n° 3054 du 21 août, p. 4
- PONDI M.M., 1984b, Drame de Foubot ; en attendant les conclusions de la commission d'enquête, c'est la thèse d'un accident naturel qui prévaut, *Cameroon Tribune* n° 3054 du 21 août, p. 4
- PONDI M. M., 1986, Compte rendu de la conférence de presse de Paul Biya, *Cameroon Tribune*, n° 3655, du 26 août 1986, p. 3
- RENARD J. B., 1994, Entre faits divers et mythes : les légendes urbaines, *Religiologiques*, n° 10, p. 101-109
- ROUQUETTE M. L., 1975, *Les rumeurs*, Paris, PUF, 126 p.
- QUENET G., 2000, La catastrophe, un objet historique ?, *Hypothèses*, vol. 3, n° 1, p. 11-20, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-hypotheses-2000-1-page-11.htm> , consulté le 28 avril 2019 à 18h
- SEYDOU H., 1984, Les événements de ces derniers jours, Biya accuse Ahidjo !, *Parole libre* n° 4 du 2 septembre, p. 4
- SHANKLIN E., 1989, Exploding lakes and maleficent water in Grassfields legends and myth, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, n° 39, p. 233-246.

- SHANKLIN E., 1992, Natural disasters in the oral history of West Cameroon, in FREETH S. J., OFOEGBU C. O. et ONUOHA K. M., (eds), *Natural Hazards in West and Central Africa*, Friedr. Vieweg & Sohn Verlag, Braunschweig, p. 57-62
- SHANKLIN E., 2007, Exploding Lakes in Myth and Reality: an African Case Study, *Geological Society*, London, Special Publications, p. 165-176
- SHIBUTANI T., 1966, *Improvvised news. A sociological study of rumor*, Indianapolis, Bobbs-Merrill educational publishing, 272 p.
- SIGURDSSON H., 1987a, Lethal gas bursts from Cameroon crater lakes, *EOS* n° 68, p. 570-573
- SIGURDSSON H., 1987b, A dead chief's revenge?, *Natural History*, n° 8, p. 44-49
- SIGURDSSON H., DEVINE J. D., TCHOUA F., PRESSER T. S., PRINGLE M. K. et EVANS W. C., 1987, Origin of the lethal gas burst from Lake Monoun, Cameroun, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, n° 31, p. 1-16
- SOTERAS E., 2017, *Le conspirationnisme : formation et diffusion d'une mythologie postmoderne*, Thèse de doctorat en sociologie, Université Paul-Valéry, Montpellier 3, 396 p.
- TAZIEFF H., FAIVRE-PIERRET R. X., LE GUERN F., CHEVRIER R. M., 1987, *Rapport du Ministère de la coopération, La catastrophe du lac Nyos*, République du Cameroun, 72 p.
- TAZIEFF H., 1989, Mechanism of the Nyos carbon dioxide disaster and of so-called phreatic steam eruptions, *Journal of Volcanology and Geothermal Research*, n° 39, p. 109-116 p.
- TCHINDJANG M., NJILAH I. K., 1999, Risque d'inondation dans la vallée de Nyos, *African journal of science and technology (AJST)*, Science and engineering series, vol. 2, n° 2, p. 50-62
- TCHINDJANG M., 2013, Sensibilisation environnementale et sensibilisation aux risques : deux processus complémentaires et indispensables, communication faite à l'occasion du 18^{ème} colloque du SIFEE en évaluation environnementale, disponible sur <https://www.researchgate.net/publication/320471541> , consulté le 21 septembre 2019
- TIETZE K., 1987, *Cause and mechanism of the disastrous gas burst from lake Nyos (Cameroon/1986)*, document de travail Ministère de la Recherche Scientifique, 59 p.
- UNIVERSCIENCE TV, 2011, *Le dégazage du lac Nyos*, documentaire réalisé par Philippe Ayme, disponible sur <https://m.youtube.com/watch?v=pUqay5q10Q> , consulté le 21 avril 2019
- VALETTE P. et CAROZZA J-M., 2010, Mise en œuvre d'une démarche géohistorique pour la connaissance de l'évolution des paysages fluviaux : l'exemple de la moyenne vallée de la Garonne, *Geocarrefour*, vol. 85 n° 1, p. 17-27, disponible sur <https://journals.openedition.org/geocarrefour/7679> , consulté le 28 avril 2019 à 18h
- VILTARD Y., 2003, La figure de l'ennemi intérieur dans les théories conspiratrices aux Etats-Unis, *Sociétés*, vol. 2, n° 10, p. 89-98
- VINCENT C. V., 2005, *La société parano : théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 233 p.
- WAGNER G. N., CLARK M., KOENIGSBERG E., DECATA S., 1988, Medical evaluation of the victims of the 1986 Lake Nyos disaster, *J. Forensic Science*, vol. 33, n° 4, p. 899-909
- WESTERMAN F., 2015, *La vallée tueuse*, traduit par Annie Kroon, Paris, Christian Bourgois, 400 p.
- ZIELINSKI S., 2014, Ten ancient stories and the geological events that may have inspired them, disponible sur www.smithsonianmag.com/science-nature/ten-ancient-stories-and-geological-events-may-have-inspired-them-180950347/ , consulté le 11 novembre 2018

ZOGNING A., 1986, Une étude d'Appolinaire Zogning, chercheur au centre géographique national, *Cameroon Tribune*, n° 3656 du 27 août, p. 16

RÉSUMÉS

Les éruptions limniques de Njindoun en 1984 et Nyos en 1986 cumulées, firent plus de 1800 victimes au Cameroun, en révélant au monde que des gaz asphyxiants pouvaient s'échapper naturellement des eaux et causer la mort. Face à l'incapacité des scientifiques à s'accorder rapidement sur la nature de l'aléa au moment où il s'est produit, de nombreuses explications parallèles se déployèrent pour s'expliquer l'évènement. Certaines étaient ancrées sur les légendes construites autour des lacs de la région des Grassfields camerounais, et permettaient aux populations locales d'attribuer un sens à l'aléa en vue de combler les vides laissés par les incertitudes scientifiques ; d'autres étaient une tentative de récupération et d'instrumentalisation de la catastrophe par des entrepreneurs politiques, dans le but d'inciter les élus à l'action ou de contester la gestion du pouvoir. Enfin, ces rumeurs étaient des registres alternatifs de vérité pour de nombreux acteurs sociaux. Ces rumeurs ont un caractère cyclique, ce qui révèle l'existence de brèches latentes qui les inscrivent dans l'ontologie même des catastrophes au Cameroun.

The Njindoun limnic and Nyos eruptions, respectively in 1984 and 1986, cumulatively killed more than 1800 people in Cameroon, revealing to the world that asphyxiating gases can naturally escape from water and cause death. Faced with scientists' inability to quickly agree on the nature of the hazard at the time it occurred, numerous explanations were put forward at the same time to explain the event. These rumours from Nyos and Njindoun had different functions. Some were based on legends built around the lakes from the Grassfields region in Cameroon allowing people from this area to assign a meaning to the catastrophe in order to fill the gaps left by scientific uncertainties. Others were an attempt to recoup and manipulate the disaster by political entrepreneurs in order to incite the elected officials to take action or to challenge the use of power. Finally, these rumours were alternative registers of truth for many social actors. All these rumours have a cyclical character, which reveals the existence of latent gaps that inscribe them in the ontology of disasters in Cameroon.

INDEX

Keywords : natural disaster, rumour, Lake Nyos, Lake Monoun, conspiracy theory

Mots-clés : Catastrophe naturelle, rumeur, lac Nyos, lac Monoun, théorie du complot